

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Chiffres clés



DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

COMMERCE EXTERIEUR

SANTE FINANCIERE DES ENTREPRISES

BAROMETRE DES DIRIGEANTS

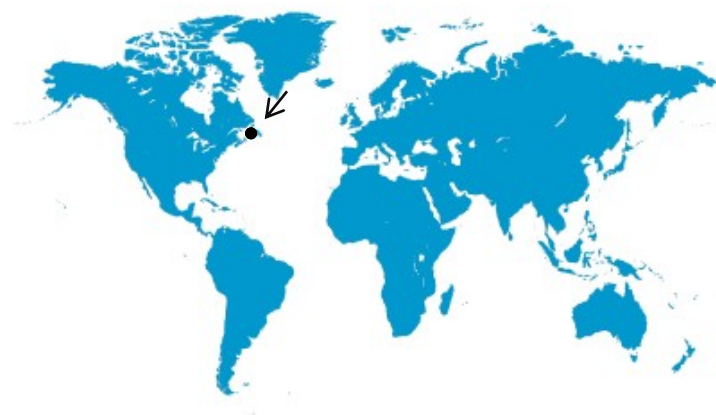
FORMATION DES JEUNES

TOURISME

PECHE

AGRICULTURE

EMPLOI



Chambre de Métiers
et de l'Artisanat



EDITION

2016

Note de conjoncture annuelle 2015

L'observatoire économique de l'archipel est un outil de veille économique et d'aide à la décision qui s'adresse à toutes celles et ceux qui souhaitent entreprendre et mener des actions de développement sur ce territoire.

A cette fin, ce document présente les grandes tendances observées au niveau de l'activité des entreprises, de l'emploi, de la démographie et des dynamiques locales. Un focus particulier a été réalisé sur l'évolution de plusieurs secteurs d'activités qui sont au cœur de l'économie de Saint-Pierre et Miquelon.

Pour collecter cet ensemble de données, la CACIMA s'appuie sur les institutions locales de référence dans chaque domaine. Cette collecte d'informations, ainsi que l'agrégation des données avec des enquêtes d'opinion, contribue à enrichir ce document et à proposer des informations économiques plus pertinentes.

sommaire

DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES 4

Les créations et radiations d'entreprises
La création par activités
La création par formes juridiques
L'artisanat
Entreprises actives immatriculées au CFE
Répartition des entreprises par secteur
Sommes des valeurs ajoutées par secteur

COMMERCE EXTERIEUR 6

Balance commerciale
Evolution des 5 premiers postes d'import (en M€)
Les colis postaux
Les échanges régionaux

SANTE FINANCIERE DES ENTREPRISES 8

Crédit d'investissement aux entreprises
Montant des encours totaux par secteur

BAROMETRE DES DIRIGEANTS 9

Activité générale
Santé financière
Investissements et perspectives
Le BTP
Les services
L'hôtellerie et la restauration
Le commerce
Les effectifs

FORMATION DES JEUNES 14

Secteur d'étude
Niveau d'étude

TOURISME 15

Evolution de la fréquentation touristique
Touriste type
Dépense moyenne par visiteur

PECHE 16

Prises annuelles
Exportations

AGRICULTURE 17

EMPLOI 18

Chômage
Répartition des DEFM par secteur

2015 : Une conjoncture en demi-teinte, l'économie est soutenue par la consommation

En 2015, l'économie de l'archipel se stabilise et de nombreux indicateurs repartent à la hausse. Afin d'afficher un bilan de trésorerie plus positif les entrepreneurs ont limité leurs investissements. Les importations ont également diminué, sans pour autant affecter l'activité économique de l'archipel. Financièrement, les entreprises en 2015 sont plus stables; cela peut résulter de cette volonté de moins investir pour stabiliser la trésorerie.

Malgré une légère remontée de la moyenne mobile du chômage en cours d'année, la situation est plus stable qu'en 2014. Les chefs d'entreprises, pour la plupart, ont confiance en l'avenir et la démographie des entreprises sur l'archipel ne cesse de croître doucement. D'après notre enquête CACIMA menée auprès de 132 chefs d'entreprises, l'année 2015 affiche un bilan plus honorable qu'en 2014, mais le problème de dégagement de marge reste encore d'actualité sur un territoire très concurrentiel.

L'activité agricole reste inchangée, mais affiche de nombreux points positifs quant

à l'avenir du secteur. La pêche a été plus prolifique en 2015 grâce aux bonnes prises de la pêche artisanale et les exportations sur Terre-Neuve ont permis au secteur d'afficher un bilan très positif. Malgré la légère diminution de la fréquentation touristique en 2015 l'activité reste plutôt stable et montre des signes encourageants pour 2016.

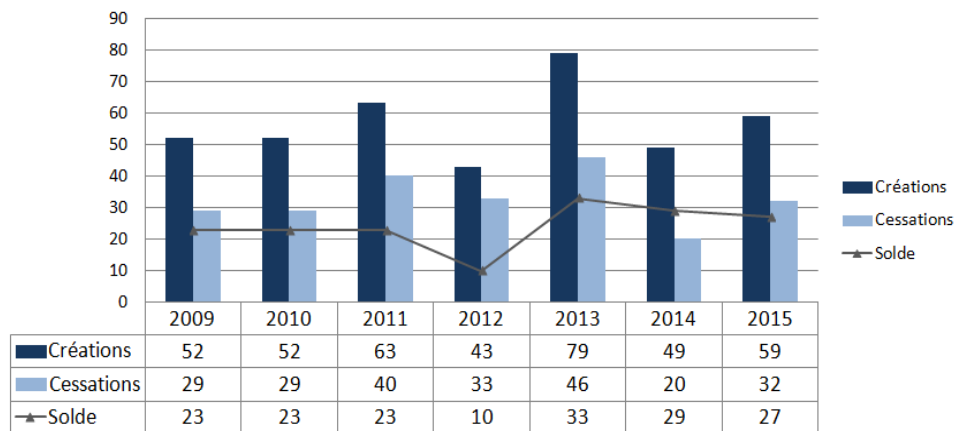
Les investissements de l'Etat dans certains secteurs clés, la nouvelle politique touristique globalisée et l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre l'Europe et le Canada, ont commencé à transformer certains secteurs d'activité, et devraient à terme profiter à l'ensemble de l'activité locale.

Les années à venir seront cruciales pour le développement de l'archipel. De nombreux changements devraient intervenir. Cependant, prudents les entrepreneurs n'envisagent pas d'investir beaucoup dès 2016 et préfèrent se laisser du temps pour mieux appréhender l'évolution à venir.

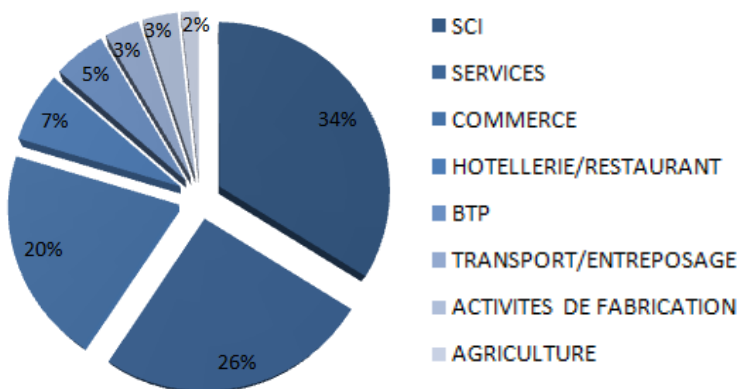
La démographie des entreprises

Les créations et radiations d'entreprises

La radiation d'entreprises a enregistré une forte progression (+60%) par rapport à 2014, mais reste similaire en nombre aux autres années. 2014 ayant fait figure d'exception avec un nombre très réduit de cessations. Ce chiffre est à relativiser en partie dans la mesure où seulement, environ 16%, sont dues à des raisons économiques. A noter que 80% des radiations concernent des entreprises individuelles.

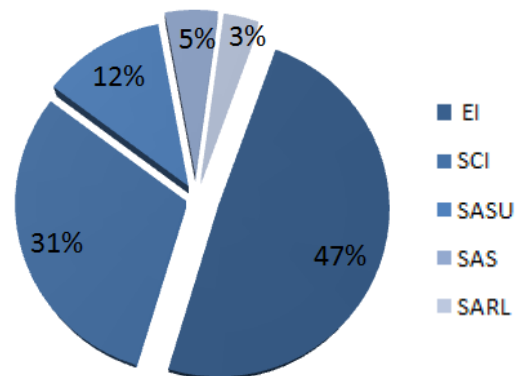


La création par activités



La création par secteur d'activité est marquée par deux différences notables par rapport à 2014. La création d'entreprises de commerce a doublé (+100%) et la création d'entreprises d'activités de fabrication a chuté (-50%) .

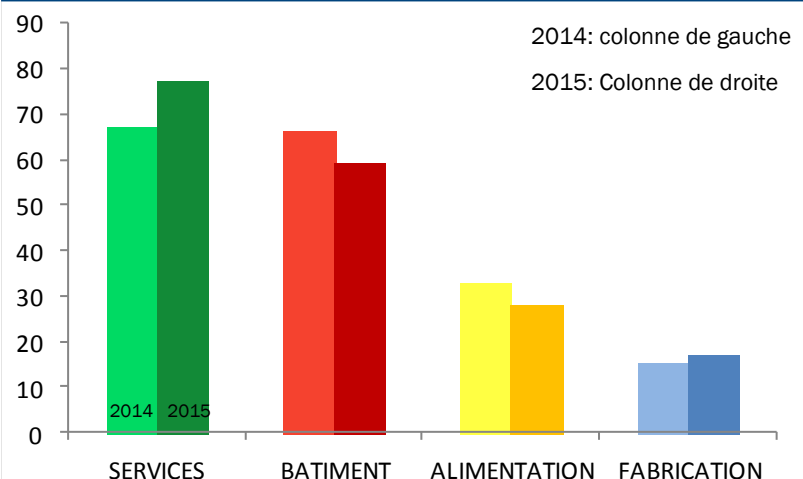
La création par formes juridiques



L'année 2015, par rapport à 2014, est marquée par une forte augmentation de création de «sociétés civiles immobilières (SCI)» (+64%).

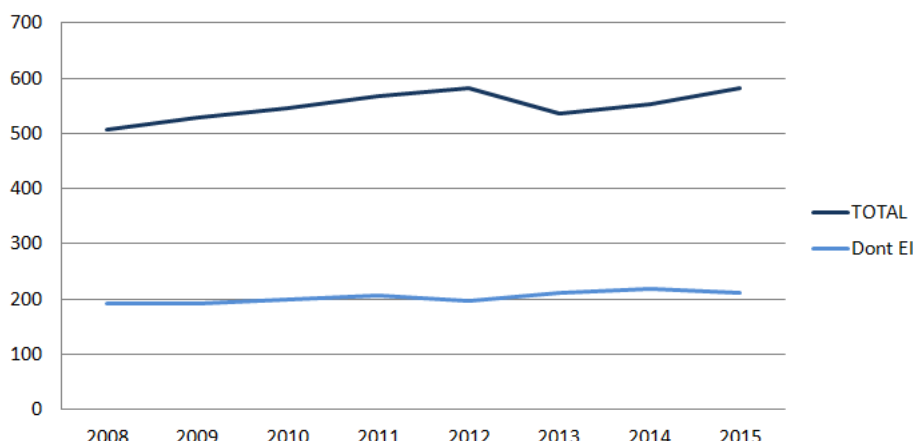
L'artisanat

Le nombre d'artisans total s'est stabilisé par rapport à 2014 avec toujours 181 entreprises artisanales référencées qui représentent environ 31% du nombre total d'entreprises sur Saint-Pierre et Miquelon. L'installation de nouveaux artisans dits de services domine par rapport à l'année 2014 alors que les secteurs du bâtiment et de l'alimentation sont en léger recul.

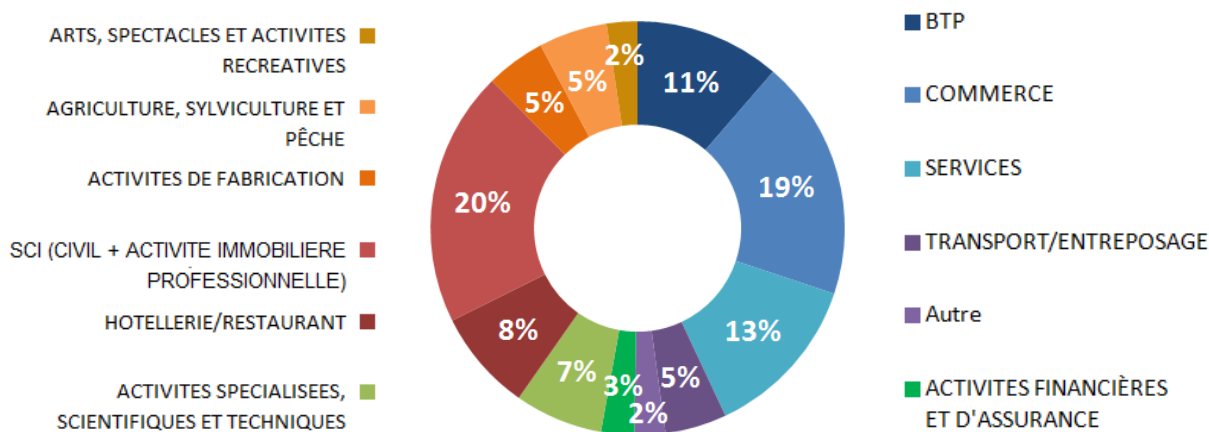


Entreprises actives immatriculées au CFE

L'année 2015 a été marquée par la progression, (+4%) du nombre d'entreprises actives totales sur Saint Pierre et Miquelon. Il y a 581 entreprises actives dont 212 individuelles.



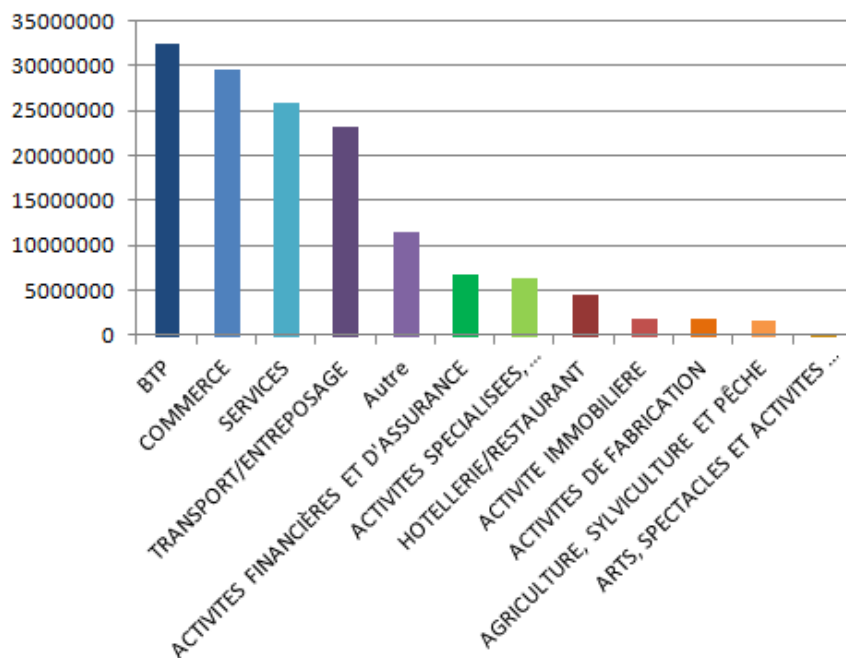
Répartition des entreprises totales par secteur



Comme en 2014, le mode de création d'entreprises sous la forme de SCI ne cesse de progresser. La part des autres modes de création reste quasi inchangée.

Sommes des valeurs ajoutées par secteur

Sommes des valeurs ajoutées par secteur, des entreprises assujetties à la patente en 2015. Cela représente 81.6% des entreprises totales. Ce qui représente la quasi-totalité des entreprises hors SCI civiles.

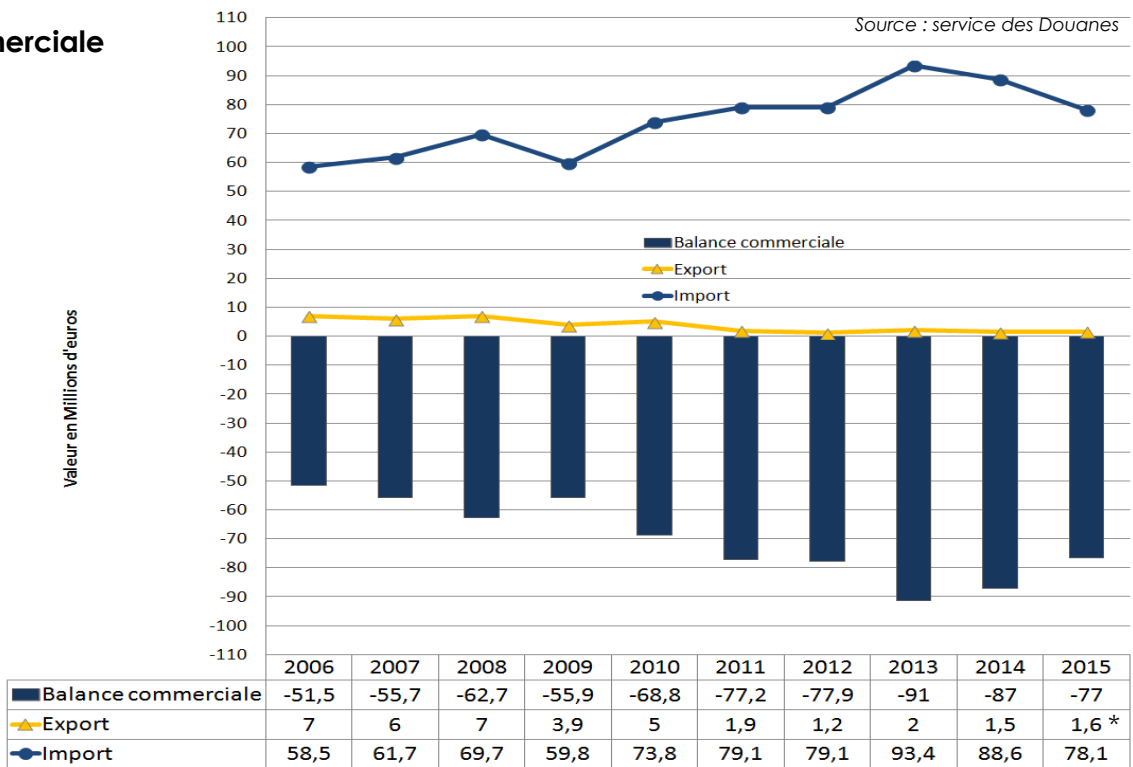


VA = CA – coûts intermédiaires

VA= Valeur ajoutée
CA= Chiffre d'affaire

Le commerce extérieur

Balance commerciale



* Mode de calcul : la part officielle d'export total d'octobre à décembre 2015 (0.4) + la part de poissons officiellement exportée de janvier à septembre 2015 (0.4) + l'exportation d'autres produits divers (notamment les déchets métalliques) basée sur leurs moyennes entre janvier et septembre 2013/2014 évaluée à 0.8M€.

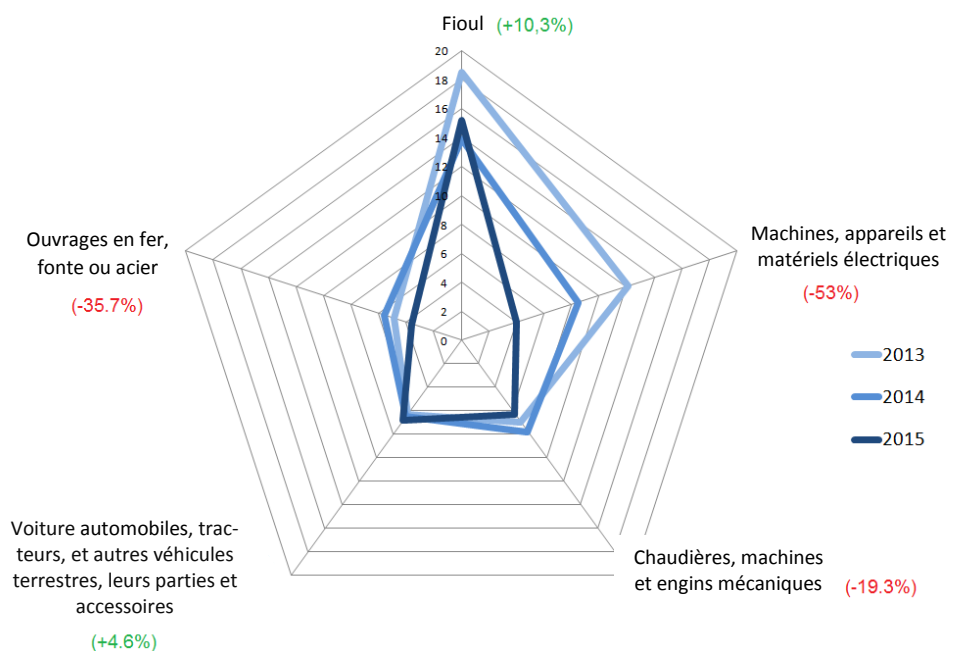
Les exportations se sont stabilisées cette année pour s'établir à environ 1.6M€ (en dehors des débarquements de produits de la mer au Canada). La diminution des importations est surtout due à la diminution des cinq premiers postes d'import. Les importations de produits alimentaires ont légèrement progressé en valeur (+5%) mais moins en masse (+3%), pour s'afficher à 16.8M€. A noter que l'importation de poissons et crustacés a augmenté de 46% et celle de tabacs de 35% ; l'alcool reste stable, par rapport à 2014.

Evolution des 5 premiers postes d'import (en M€)

La chute des prix du baril de fioul a été bénéfique aux importations. La quantité importée de fioul a progressé de 22.5% par rapport à 2014, contre seulement 10.3% pour son montant.

Les importations de machines, appareils et matériels électriques continuent de chuter, et perdent encore environ 50% de part d'importation. Cela est à imputer à la fin de la construction de la centrale EDF. Tout comme la diminution d'un peu plus d'un tiers des importations d'ouvrages en fer, fonte ou acier.

Depuis 2013, d'une manière générale, la diminution des importations est essentiellement due à la fin du dernier grand chantier de construction, l'usine EDF.



Source : service des Douanes

Les colis postaux

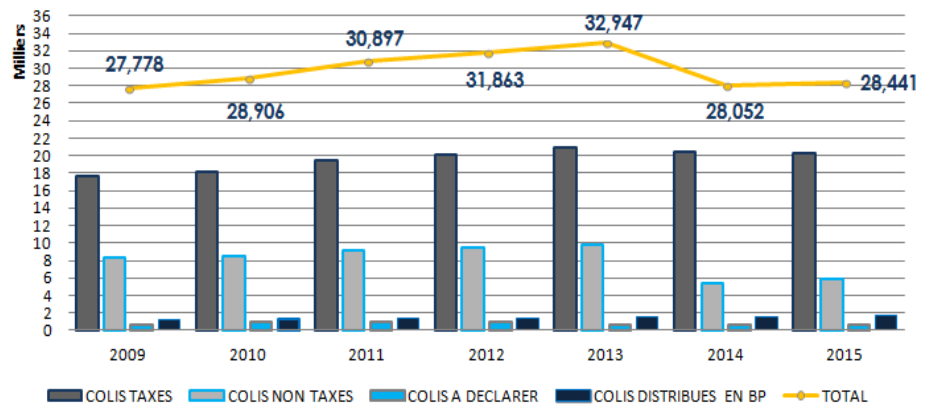
Depuis 2014, la réglementation douanière a changé sur la taxation des colis. De nouvelles taxes ont vu le jour.

Un colis d'une valeur inférieure à 122€ envoyé par un particulier pour un usage non commercial ne sera pas taxé. Un colis supérieur à 41€ envoyé à un particulier par une maison de vente par correspondance, se verra quant à lui taxé.

Cette nouvelle réglementation explique en partie la baisse enregistrée des colis non taxés sur l'archipel depuis 2014.

L'année 2015 reste presque identique à 2014, il n'y a pas de changement notable.

Evolution du nombre de colis reçus

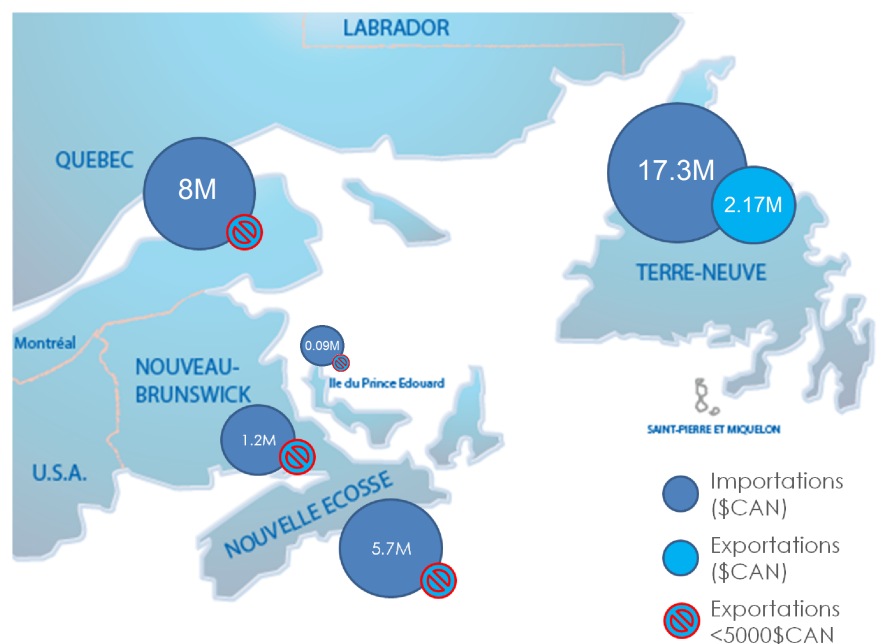


Source: la poste

Les échanges régionaux (Canada Atlantique et Québec)

Les débarquements de produits de la mer à Terre-Neuve (bien que non comptabilisés dans les statistiques douanières françaises) constituent la grande majorité du commerce extérieur de Saint-Pierre et Miquelon vers le Canada.

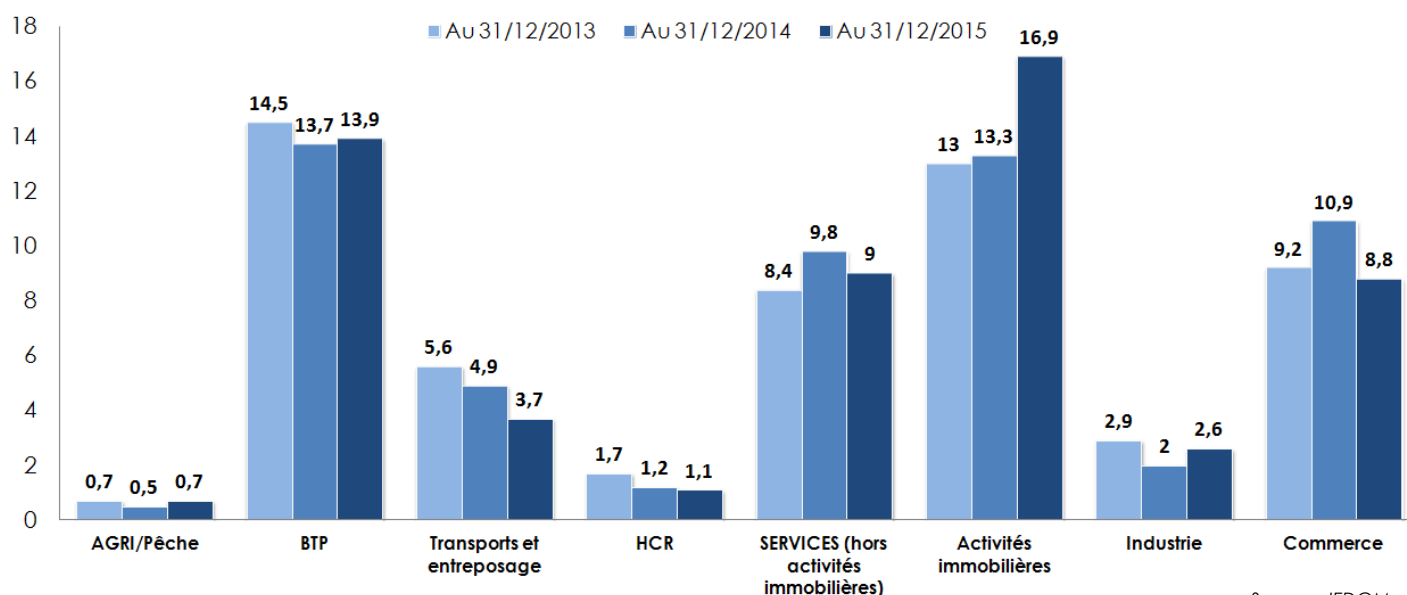
En 2015, ils se sont affichés en progression de 14% pour s'établir à 2.17M\$CAN. Cette progression s'explique par une différenciation des captures de pêche artisanale qui ont permis un meilleur approvisionnement aux usines terre-neuviennes.



Source: statistique canada

Le financement des entreprises

Montant des encours totaux par secteur (en millions d'euros)



Le montant total des encours aux entreprises (56,7M€) est resté stable en 2015 par rapport à 2014 (+0,7%). Cependant, certains secteurs montrent des différences notables d'évolution. Les crédits octroyés aux secteurs des transports et de l'entreposage, ainsi qu'au secteur de l'hôtellerie et de la restauration s'affichent en baisse depuis 2013. 2015 s'inscrit dans la continuité, les entreprises du secteur investissent moins, cela démontre une certaine stagnation et peu d'évolution dans ces secteurs.

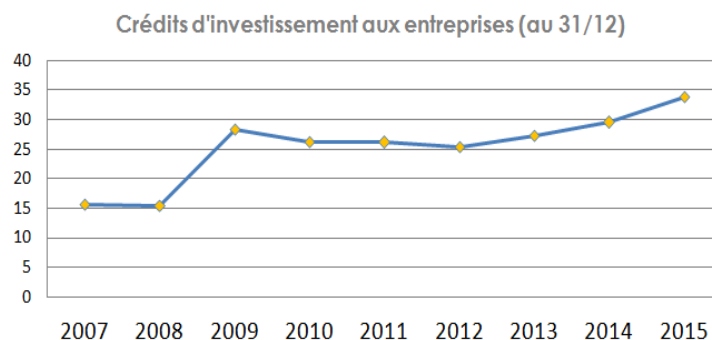
Le secteur du BTP affiche une légère augmentation (+1,46%) après la baisse de 2014, mais globalement le secteur reste constant. Avec l'arrêt du dernier grand chantier sur Saint-Pierre en 2015, une baisse des encours devrait sans doute intervenir à partir de 2016.

Les encours totaux de l'activité immobilière affiche une importante augmentation (+27% soit 3,6M€) ce qui correspond à l'augmentation du nombre de créations d'entreprises sous la forme de SCI. Cela démontre la croissance d'un nouveau mode d'achat foncier sur l'archipel. L'acquisition se fait sous forme groupée, via une SCI au détriment de l'achat individuel ; le crédit est donc porté par la SCI.

Le secteur du commerce affiche quant à lui une baisse importante (-19,3%). Cela peut-être dû en partie à la volonté de stabiliser sa trésorerie en diminuant ses importations. Le secteur investit moins également, tout comme le secteur des services (-8,2%) qui affiche également des encours de crédit en recule.

Les encours de crédit du secteur de l'industrie sont repartis à la hausse (+30%) ce qui est encourageant pour l'activité du secteur.

Les crédits d'investissement aux entreprises se sont établis au plus haut montant observé depuis de très nombreuses années, pour atteindre 33,9M€ (+15%). Cela démontre une dynamique de progression, les dirigeants envisagent de bonnes perspectives de croissance, donc veulent investir.



Le baromètre des dirigeants

Méthodologie

L'enquête terrain a été menée par la CACIMA via un outil de sondage en ligne puis dans un second temps par téléphone et sur place afin d'affiner l'échantillon et s'assurer de sa représentativité.

L'échantillon :

L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 132 chefs d'entreprises

La représentativité de cet échantillon a été assurée par la méthode des quotas, selon les critères de secteur d'activité et de taille de l'entreprise.

Les secteurs d'activité :

Commerce : alimentaire et non-alimentaire.

HCR : hôtellerie et hébergements, cafés/bars et restaurants.

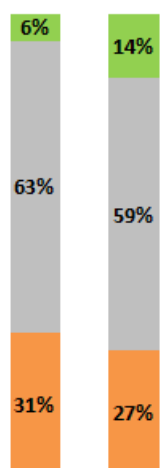
BTP : bâtiment et travaux publics.

Services : services aux entreprises et à la personne hors SCI.

Ces secteurs ont été retenus car ils représentent la majeure partie de l'activité économique marchande du territoire mais également des emplois du secteur privé. La pêche et l'agriculture sont traitées à l'aide d'autres indicateurs. *Sont indiqués en vert la part des dirigeants estimant la situation meilleure que l'an passé, en gris la stabilité et en orange ceux estimant la situation moins bonne.*

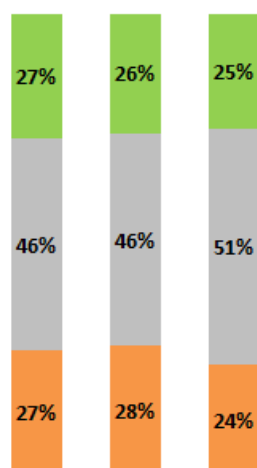
1 - L'activité des entreprises : repart à la hausse

Taux de marge



2014 2015

Résultat net



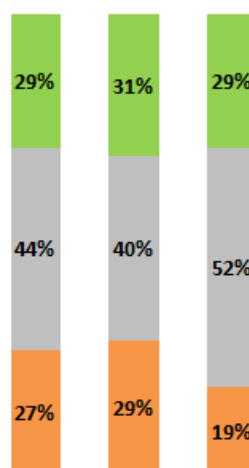
2013 2014 2015

Augmentation

Stabilité

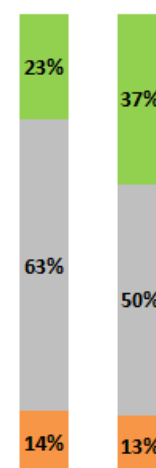
Diminution

Chiffre d'affaire



2013 2014 2015

Fréquentation



2014 2015

En 2015 les chefs d'entreprises estiment que leurs taux de marge ont légèrement progressé, ce qui s'explique par l'augmentation de la stabilité du chiffre d'affaire et du résultat net. On peut noter l'augmentation de la part de dirigeants estimant ceux-ci stables par rapport à l'année précédente.

La petitesse du territoire et les secteurs déjà très compétitifs, font que les marges sont déjà très peu élevées. L'amélioration ressentie cette année est due à plusieurs facteurs notamment à une meilleure gestion dans sa globalité et aux investissements dans la communication l'an passé. La fréquentation des établissements concernés, qui est reparti à la hausse, à également contribué en partie à l'augmentation des taux de marge globaux.

En matière de fréquentation, les chefs d'entreprises concernés (commerce, HCR et une partie des entreprises de services) sont autant à estimer celle-ci en diminution par rapport à l'année précédente, comme en 2014, mais une grande partie estime la fréquentation en augmentation grâce, notamment, aux touristes et à une meilleure gestion et communication.

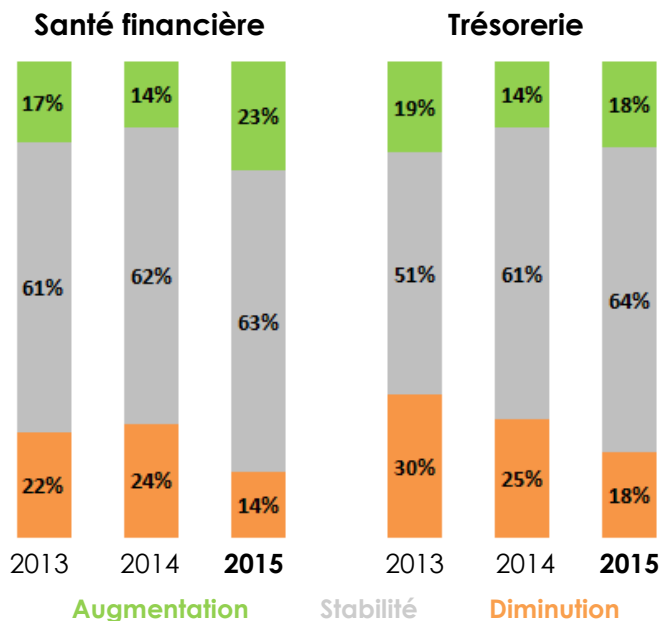
2 - La santé financière : un bilan encourageant

En ce qui concerne la santé financière des entreprises, les chefs d'entreprise ont estimé celle-ci meilleure que l'an passé. On constate que le nombre de personnes estimant celle-ci meilleure augmente de 9 points, ce qui représente au total 23% des personnes interrogées. La part d'entrepreneurs estimant que la santé financière de leur entreprise en 2015 était moins bonne que l'année précédente perd 10 points pour s'afficher à 14% au final. La stabilité prédomine toujours avec une part de 63%.

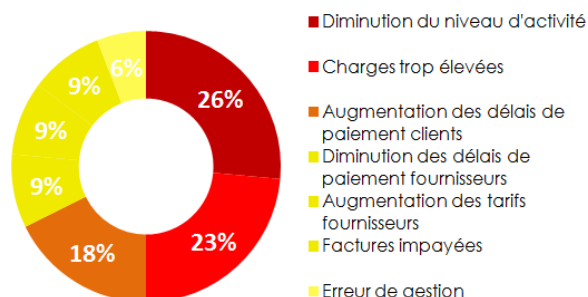
La trésorerie depuis 2013 s'affiche comme mieux gérée par les chefs d'entreprise. Elle a pour but d'assurer l'activité de l'entreprise, de financer en partie son développement et de constituer une réserve en cas de besoin. Une diminution de la trésorerie touche 18% des entreprises interrogées contre 30% en 2013, cela s'explique en partie par un manque d'investissement cette année. Les investissements au total, hors activités immobilières, reculent sur l'archipel. Les entrepreneurs affichent une certaine prudence. La limitation des investissements est d'ailleurs la solution la plus plébiscitée (34%) pour remédier aux difficultés de trésorerie.

Les trois principales causes de dégradation de la trésorerie sont la diminution du niveau de l'activité (26%), des charges trop élevées (23%) et l'augmentation des délais de paiement clients (18%). En 2014 les trois principales sources de dégradation de trésorerie concernaient déjà la diminution de l'activité (28%) et les charges trop élevées (28%), la troisième cause étant pour mémoire l'augmentation des tarifs fournisseur (22%). Cette dernière cause explique l'allongement des paiements des clients en 2015, ceux-ci ayant dû s'adapter au niveau des nouveaux tarifs.

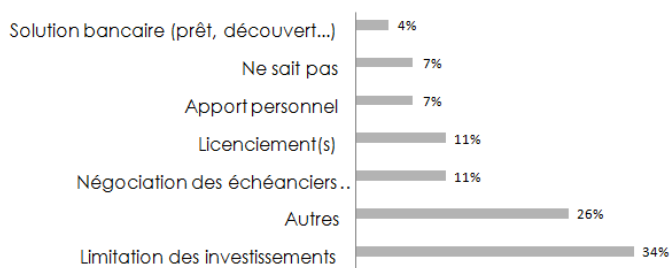
En ce qui concerne les solutions envisagées pour remédier aux difficultés de trésorerie les licenciements occupent 11% du total des solutions contre 25% en 2014. L'apport personnel perd également des parts de 17% en 2014, il se stabilise à 7% en 2015. Les solutions envisagées cette année sont différentes. En 2014, on avait opté pour licencier, limiter les investissements (16% en 2014) et injecter de l'argent personnel. Les solutions 2015 sont toujours la limitation des investissements (34%), d'autres solutions (26%) et le licenciement (11%).



Causes de la dégradation de la trésorerie



Solutions envisagées pour remédier aux difficultés de trésorerie



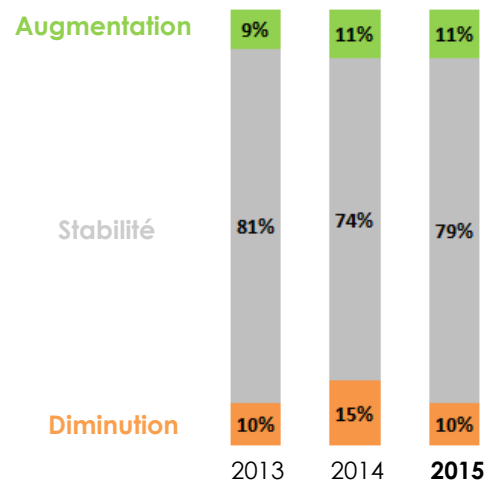
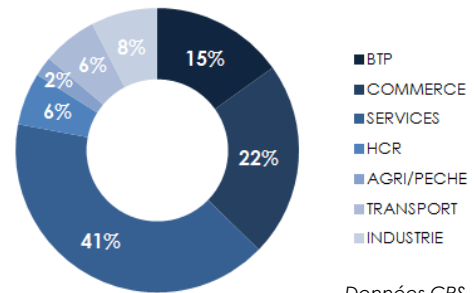
3 - Les effectifs : le marché reste stable

En matière d'effectifs, 2015 ressemble à 2013, la stabilité prédomine. On peut noter la réduction de 5 points, pour s'établir à 10%, de la part des dirigeants (en nombre) ayant réduit leurs effectifs cette année.

La part des personnes actives sur Saint-Pierre et Miquelon dans les secteurs du commerce, du BTP, des services et de l'hôtellerie restauration a légèrement chuté cette année. Le chômage moyen ayant légèrement progressé en 2015.

La petitesse du territoire et les secteurs déjà très compétitifs dans lesquels on a pu voir que les marges sont déjà très peu élevées, font qu'en grande majorité, en terme d'effectif la stabilité prédomine. Le licenciement reste cependant un levier important pour les entreprises en difficultés.

Répartition des effectifs salariés - 4e trimestre 2015

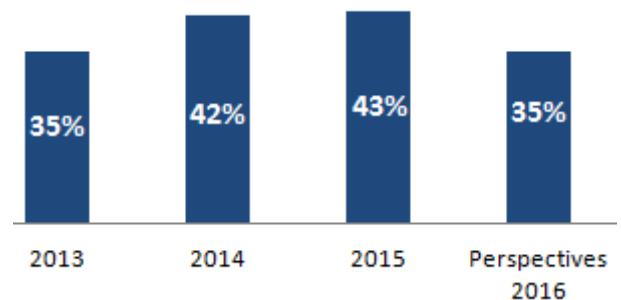


4 - L'investissement et les perspectives 2016 : le secteur du commerce prêt à investir

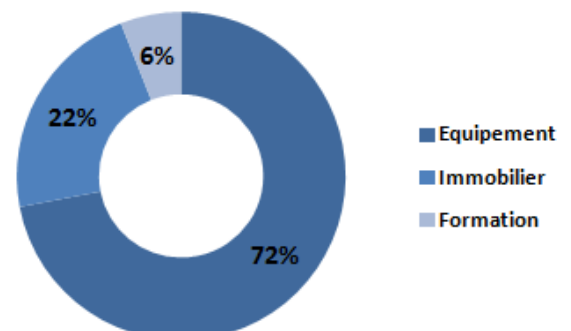
Le nombre d'entreprises souhaitant investir en 2015 d'après notre précédente note de conjoncture étaient de 49%; ce chiffre s'est révélé moins important que prévu (43%), mais reste dans la continuité de la dynamique d'investissement entamée en 2013. Cependant les entreprises investissent moins (en volume) c'est pourquoi l'investissement global, hors activités immobilières diminue. Les perspectives 2016 sont quant à elles moins encourageantes dans l'ensemble des secteurs, sauf pour les commerçants qui envisagent de nombreux investissements, ce qui permettrait de maintenir un niveau d'investissement comparable à 2013 (en nombre). Pourtant les perspectives 2016 sont assez optimistes dans l'ensemble des secteurs. 82% des chefs d'entreprises interrogés estiment que l'année 2016 sera identique ou meilleure que 2015 dont un quart meilleure.

La priorité pour l'investissement concerne toujours l'équipement (+4%) et en deuxième position l'immobilier (-2%). Une part importante de chefs d'entreprises estiment que l'archipel manque de personnels qualifiés dans certains domaines, mais peu investissent dans la formation. Cela peut démontrer un manque d'attractivité des jeunes pour ces secteurs, une envie de recruter du personnel déjà expérimenté et qualifié ou encore un coût de formation trop élevé.

Part des entreprises ayant investi



Domaines d'investissement



5 - Bilan sectoriel

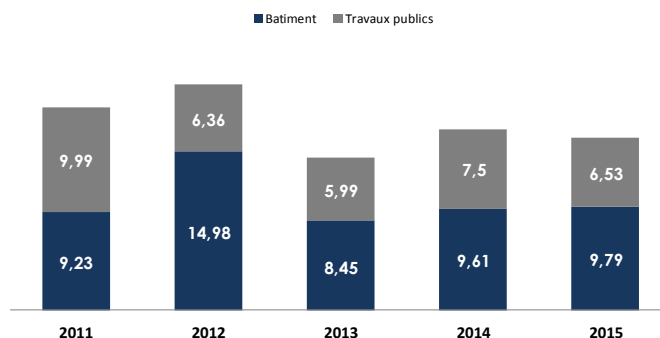


Le BTP : une année plutôt stable

Au 4e trimestre 2015 on comptait 249 employés dans le secteur. L'année 2014 avait montré un certain pessimisme des chefs d'entreprise quant aux perspectives 2015 dans le secteur du BTP. Cependant l'année 2015 a démontré une stabilité de la dégradation entamée en 2014, puisque la plupart des chefs d'entreprises estiment la situation stabilisée et les perspectives 2016 encourageantes. Dans un environnement très concurrentiel, la commande publique supporte le secteur, quand la part du privé s'étiole chaque année. Bien que la commande publique ait diminué légèrement (-4%). A noter cependant la différence entre travaux publics et bâtiment. Les travaux publics enregistrent une baisse (-13%), alors que le bâtiment progresse (+1.9%). Un constat plus alarmant de notre enquête démontre des difficultés de recrutement sur l'archipel d'ouvriers qualifiés. La part des entrepreneurs souhaitant investir en 2016 représente environ 50% de l'échantillon interrogé, ce qui est bon signe sur l'activité future du secteur.

Activité (CA, fréquentation)	→
Marges	→
Santé financière et trésorerie	→
Effectifs	→
Difficultés de recrutement	→
Investissement	→
Perspectives 2016	→

Commande Publique **réalisée** (M€)



Source : Observatoire de la commande publique



Les SERVICES : Les bonnes perspectives envisagées se sont fait attendre

Dans l'ensemble cette stabilité apparente cache des disparités, en moyenne 50% des chefs d'entreprises interrogés estiment l'année 2015 comparée à 2014 stable, 25% meilleure et 25% moins bonne. Pour mémoire le bilan du secteur en 2014 était meilleur que l'ensemble des autres entreprises; ce qui fait de cette année stable en apparence une année dans la continuité des bons résultats de 2014.

Les chefs d'entreprises sont plus pessimistes sur leur activité en 2015 qu'ils ne l'étaient en 2014, la perspective des accords de libre échange et la mise en place de ferrys font craindre à certains une détérioration de l'économie locale dans sa globalité.

Activité (CA, fréquentation)	→
Marges	→
Santé financière et trésorerie	→
Effectifs	→
Difficultés de recrutement	→
Investissement	→
Perspectives 2016	→



L'HOTELLERIE RESTAURATION : Une fréquentation toujours en hausse qui permet au secteur d'afficher un bilan stable

Dans l'ensemble, les professionnels s'entendent sur l'augmentation de la fréquentation et de leur chiffre d'affaire, ce qui permet à leurs marges de se stabiliser. En 2014, malgré une hausse de la fréquentation, les marges étaient en diminution. Cette année la poursuite de cette hausse de fréquentation, a permis de stabiliser les marges à un niveau correct, tout comme la santé financière.

2014 avait vu de nombreuses réductions d'effectifs dans le secteur, c'est pourquoi 2015 s'affiche stable comparé à 2014. Et paradoxalement des difficultés de recrutement sont apparues, surtout pour trouver du personnel acceptant les contraintes du travail le soir ou le week-end.

Les investissements en général ne sont toujours pas à l'ordre du jour dans le secteur.

L'année 2015, bien que plutôt stable, s'affiche bien meilleure par rapport aux prévisions des chefs d'entreprise comme l'indiquait notre note de conjoncture de l'an passé. Les perspectives 2016 s'annoncent dans la continuité de cette année.

Activité (CA, fréquentation)	
Marges	
Santé financière et trésorerie	
Effectifs	
Difficultés de recrutement	
Investissement	
Perspectives 2016	



Le COMMERCE : Une bonne année malgré des marges dégagées faibles

Avec 109 entreprises pour 365 salariés au 4e trimestre 2015, le commerce est un secteur clé de l'économie locale, il est le second employeur du secteur privé sur l'archipel.

Dans la globalité, l'activité dans ce secteur a été perçue comme une bonne année.

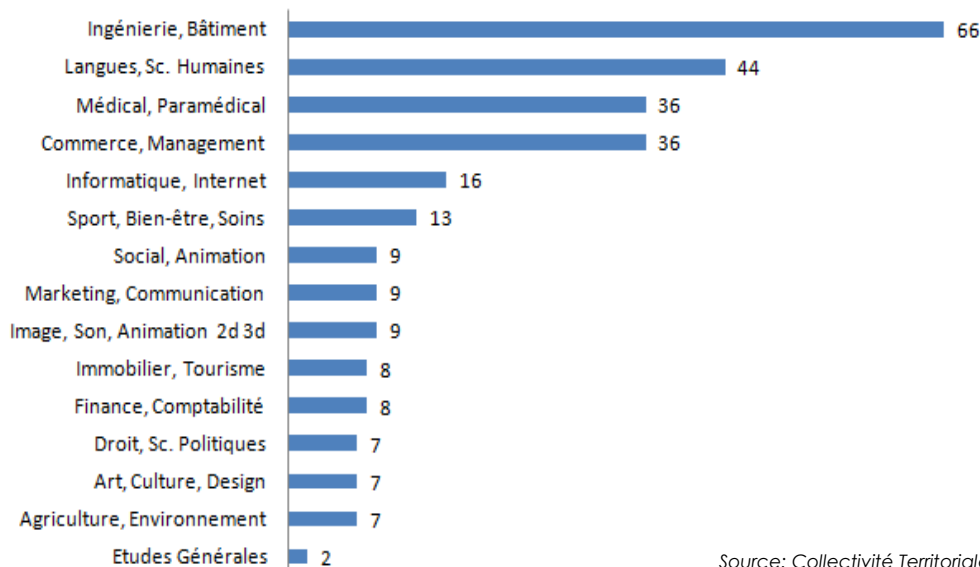
L'activité des entreprises (chiffre d'affaire et fréquentation) a été perçue comme très bonne, tout comme la santé financière générale et les investissements qui s'affichent en augmentation, ce qui paradoxalement rend alarmant le taux de marge en stabilité du secteur.

Les professionnels rencontrent des difficultés pour recruter à des postes qualifiés et surtout peu de candidats se positionnent. Environ 50% des personnes interrogées estiment que la mise en place d'un bac professionnel « commerce » permettrait de réduire leurs difficultés de recrutement.

Activité (CA, fréquentation)	
Marges	
Santé financière et trésorerie	
Effectifs	
Difficultés de recrutement	
Investissement	
Perspectives 2016	

Formation des jeunes

Répartition des boursiers en nombre - période 2015/2016



Source: Collectivité Territoriale

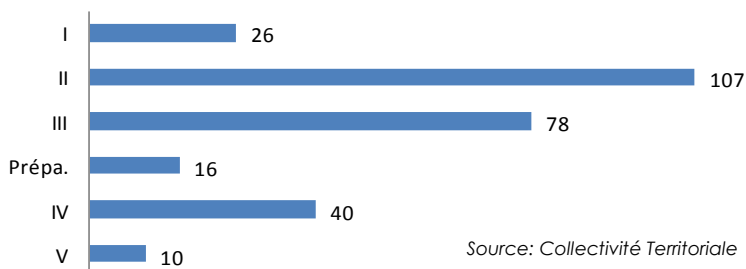
277 jeunes profitent d'une bourse pour continuer leurs études au Canada ou en Métropole pour la période scolaire 2015/2016. La majorité sont des femmes (53%).

Les quatre grands domaines d'étude que sont l'ingénierie, le médical, les sciences humaines et l'économie et la gestion dominent sans surprise le classement des bourses.

A noter, dans un environnement agricole en expansion porteur d'avenir, que 7 jeunes ont décidé de s'orienter vers des métiers liés à l'agriculture ou à l'environnement.

D'après une récente publication beaucoup de jeunes de l'archipel ne souhaitent pas y revenir travailler après leurs études. Cependant, les domaines d'enseignements choisis sont en corrélation avec les besoins locaux, car beaucoup de ces spécialités sont sources d'emplois sur l'archipel, notamment le secteur du médical, du bâtiment, ou encore du tourisme.

Nombre de boursiers par niveau de diplôme Période 2015/2016



Source: Collectivité Territoriale

Niveau VI : sans diplôme ou Brevet des collèges

Niveau V : CAP ou BEP

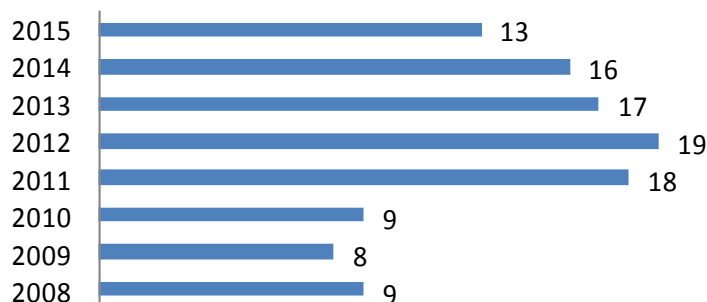
Niveau IV : Baccalauréat général, technologique ou professionnel

Niveau III : diplômes de niveau Bac plus 2 (DUT, BTS, DEUG, écoles des formations sanitaires ou sociales,...)

Niveaux II et I : diplômes de second ou troisième cycle universitaire (licence, maîtrise, master, DEA, DESS, doctorat) ou diplômes de grande école.

Prépa: classe préparatoire pour école de commerce et école d'ingénieur.

Nombre de contrats d'apprentissage CAP et BAC PRO par année

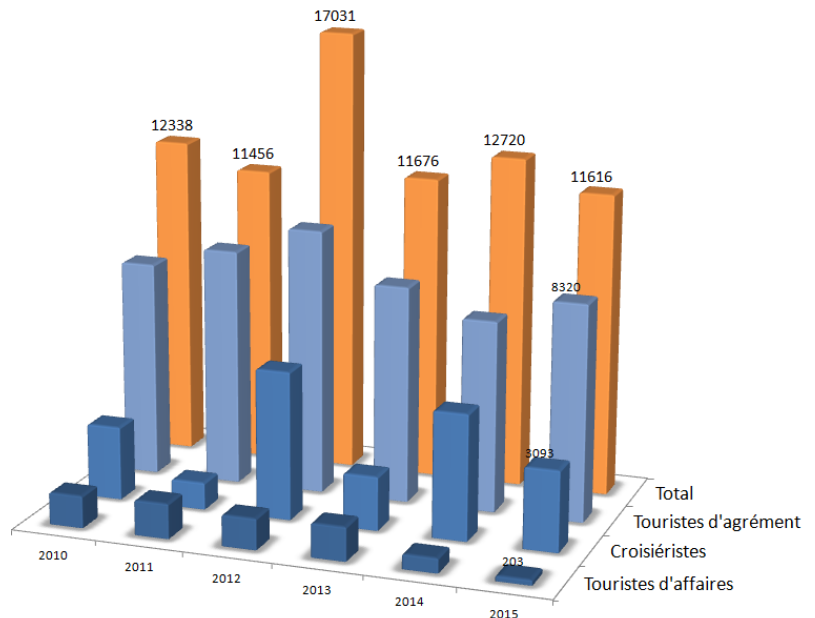


Le tourisme

Evolution de la fréquentation touristique étrangère

L'année 2015 est marquée par une légère baisse de la fréquentation touristique étrangère par rapport à 2014 (-8,68%) mais cette baisse est à relativiser car elle est essentiellement due à la baisse des arrivées de croisiéristes (-35,66%). Le tourisme d'agrément, plus important pour l'économie de l'île, s'est quant à lui affiché en hausse (+13,23%). Cela a permis de maintenir un flot touristique étranger correct dans l'archipel.

i Le chiffre plutôt bas du tourisme d'affaire est à relativiser. Depuis 2014 les « touristes français » ne sont plus comptabilisés dans les chiffres du tourisme, seuls sont chiffrés les étrangers.



Données: PAF

Le touriste type en 2015

La majorité des touristes sont canadiens (71,34%) et 85% d'entre eux voyagent en couple ou en famille. Moins de 3% d'entre eux viennent pour une semaine ou plus. Le temps moyen d'un touriste sur l'archipel est de 3 jours. En 2015, environ 80% des touristes, arrivés par voie maritime, effectuaient leur première visite de l'archipel.

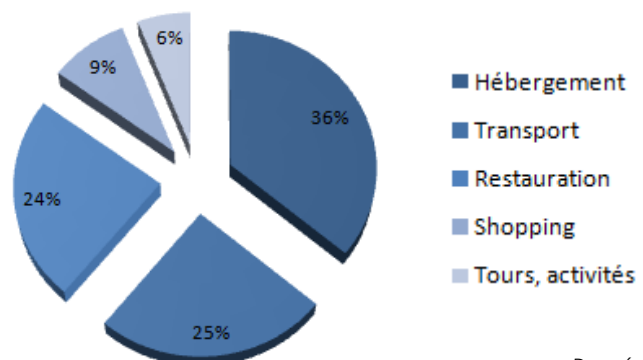


- Habite l'**Est canadien (66.8%)**
- Séjourne sur l'archipel **2 nuits (50.3%)**
- Plutôt à l'**hôtel (62% des nuitées)**
- A plus de **46 ans (73%)**
- Voyage **en couple (55%)**
- Arrive par **bateau**

Données CRT

Dépenses moyennes par visiteur

La répartition du budget des touristes montre, en comparaison avec 2014, quelques changements mineurs essentiellement liés à l'inflation. L'hébergement (+6%) conserve la première place de la consommation. Cette augmentation se fait au détriment des dépenses concernant les activités (-3%) et le shopping (-2%).



Données CRT

La pêche

Les prises de la pêche artisanale ont progressé de 52% par rapport à 2014. Cependant ce chiffre est à relativiser, cette augmentation étant surtout due à la récolte de concombre de mer, qui représente 62% des récoltes totales de la pêche artisanale en 2015, contre 0.73% en 2014. Pour mémoire, en 2014, les usines de Terre-Neuve n'avaient accepté les prises de la pêche locale qu'en décembre.

La capture des autres espèces a donc diminué assez fortement en 2015. A noter que la capture de morue a chuté de quasiment 50% pour les pêches artisanales et de 38% pour la pêche industrielle par rapport aux captures de 2014. Celle du crabe des neiges recule également de 72% et celle du flétan est en légère diminution.

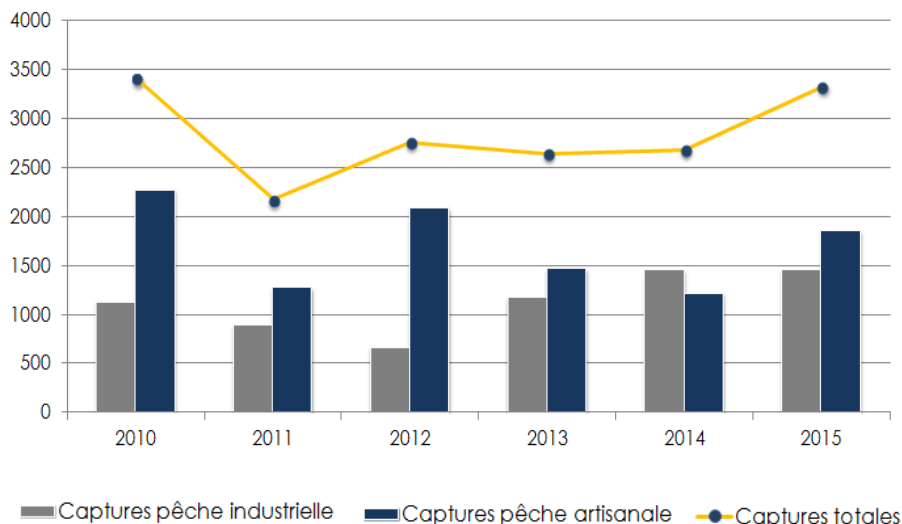
A souligner également en 2015 la très bonne performance des captures de limande pour la pêche industrielle lors des campagnes OPA-NO. Elles représentent environ 24,7% des captures totales.

Les exportations ont diminué légèrement en volume, mais les produits exportés étaient de moindre valeur qu'en 2014, ce qui a fait chuter leur valeur de 21,6%. La part à l'export globale diminue, mais plus en valeur (-21%) qu'en volume (-6%) cela étant toujours du aux captures différentes de l'an passé.

Par ailleurs, les débarquements effectués au Canada, qui représentent la majeure partie de l'activité artisanale se sont affichés en augmentation de 14% pour s'établir à 2.17M\$CAN.

A l'exportation, en incluant les débarquements au Canada, la pêche artisanale et industrielle dans son ensemble, affiche un bilan en légère augmentation par rapport à 2014, (+6.6% en valeur). Les professionnels ayant privilégié la prise d'espèces différentes.

Prises annuelles en tonnes



Source : DTAM

Chiffre exportation - produit de la pêche

Export	Valeur (M€)	Evolution	Poids (T)	Evolution	Part à l'export
2012	1,22		308,1		11,2%
2013	0,79	-35,2%	243,9	-21%	9,2%
2014	0,51	-35,4%	134,1	-45%	5,2%
2015	0,4	-21,6%	126,5	-6%	3,8%

Source : DTAM

Remarque : Les statistiques de l'export n'incluent pas les prises débarquées directement au Canada, ce qui explique l'écart entre le volume pris et le volume exporté.

L'agriculture

L'année 2015 reste stable pour les exploitants agricoles au niveau de leur trésorerie. Au niveau de la production, l'agneau continue sa progression, tout comme la production laitière. Suite à la fermeture d'une exploitation de volailles (poule et poulet) en 2014, il n'y a presque plus de production de poulets de chair et la production d'œufs a chuté. Elle est de 31 758 douzaines d'œufs en 2015 et enregistre une diminution d'environ 47% par rapport à 2013. Le secteur ne comportant plus que deux exploitations sur Miquelon.

Au niveau des surfaces exploitées, le constat est similaire à 2014, elles sont restées inchangées : 700 mètres carrés de serres froides, 1257 mètres carrés de serres chaudes et 31 000 mètres carrés de culture en plein champ, incluant les surfaces fourragères.

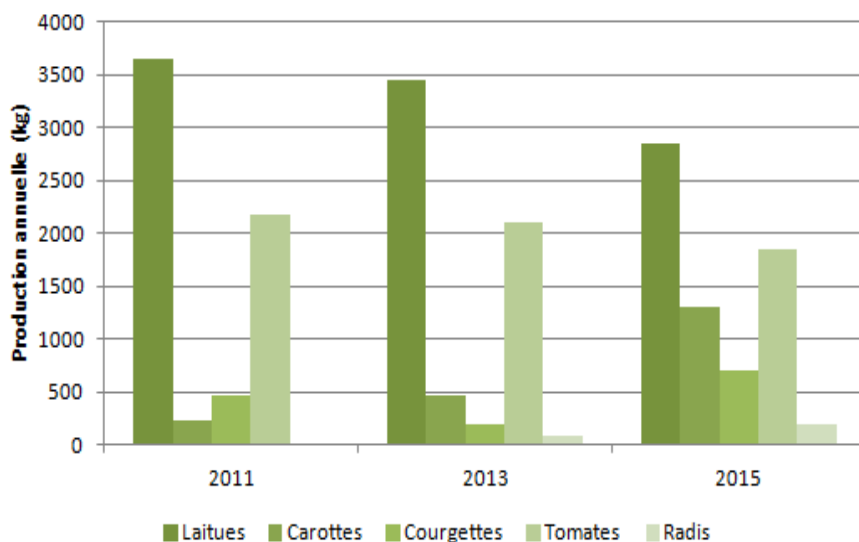
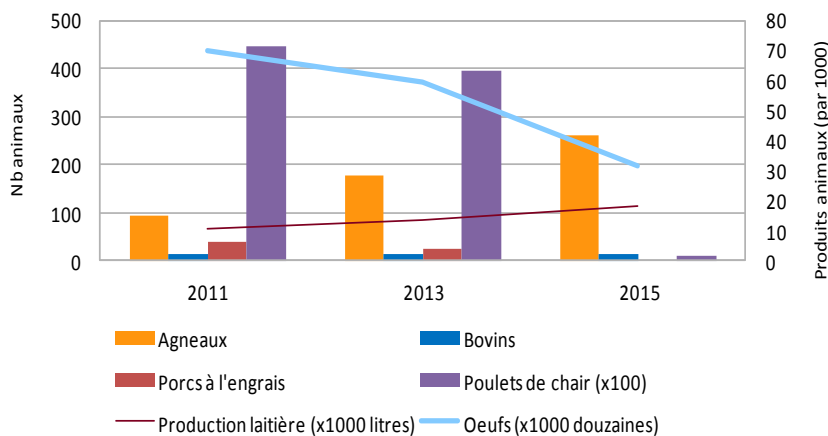
Les parts de marché restent également stables pour les différents produits, sauf pour les œufs. La marge de progression est très importante, l'agriculture restant un secteur à potentiel. La disparité en fonction des productions et des saisons est toujours très présente. En développement et diversification, le secteur se dote de nouveaux produits, on peut donner en exemple la production nouvelle de tommes de chèvre commercialisées cette année.

L'agriculture reste minoritaire dans l'économie de l'archipel, on compte toujours 8 exploitations et environ une dizaine d'emplois. Secteur toujours autant soutenu par l'état et la collectivité territoriale, l'agriculture à Saint-Pierre et Miquelon est un secteur porteur d'avenir. Son développement permettrait de réduire la dépendance alimentaire et de créer des emplois.

Conscient de son potentiel, le secteur a accueilli en 2015 des stagiaires spécialisés, pour palier un réel besoin en main d'œuvre, et essayer de devenir plus attractif et compétitif. A noter l'embauche d'un stagiaire à la fin de son stage.

Dans l'ensemble 2015 ressemble à 2014, mais on peut y déceler des signes encourageants, avec de nouveaux produits commercialisés, une dynamique d'expansion et d'envie de développement. Les années à venir pourraient voir évoluer ce secteur aux capacités encore sous exploitées.

Evolution des productions animales



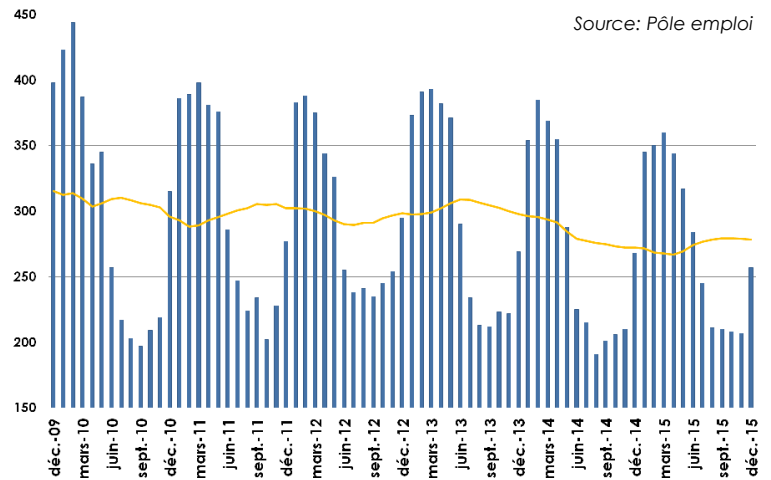
L'emploi

Les Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) de catégorie A et B

Le nombre de demandes d'emploi qui poursuivait début 2015 sa diminution entamée au dernier trimestre 2013, a vu sa courbe augmenter en mai (+8%). La période estivale 2015 a été moins prolifique en emploi comparée à 2014. Ce qui a fait augmenter la moyenne mobile du nombre de chômeurs sur l'archipel. La moyenne des DEFM de catégorie A et B a été de 278 contre 272 en 2014 soit une très légère augmentation de 2,2%.

En décembre 2015, 336 personnes étaient inscrites à pôle emploi toutes catégories confondues (A, B et C).

En décembre 2015, 28,9% des demandeurs d'emplois sont inscrits depuis plus de 1 an (+8% sur un an). Les hommes représentent 54,4% des demandeurs totaux. A noter la diminution (-17%) de la part des demandeurs d'emploi de la catégorie 25/49 ans, sur un an.



Note: En l'absence de données pour octobre et novembre 2015, celles-ci ont été calculées sur une base DEFM catégorie A, B, C, rapportées à une base DEFM A, B par moyenne.

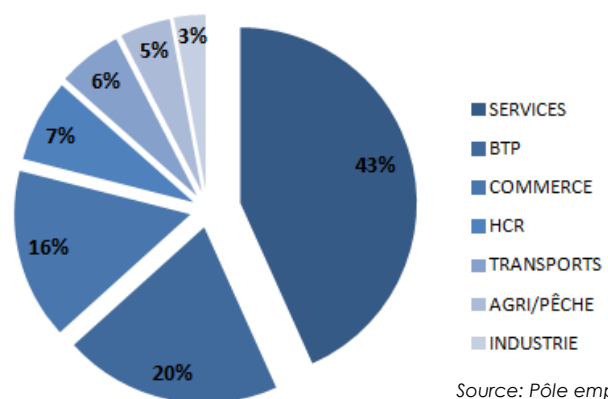
Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois.

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois)

Répartition des DEFM par secteur - Janvier à septembre 2015

La répartition des DEFM par secteur varie peu comparée à la même période en 2014. L'activité des services recule légèrement (-1,7%) et le secteur du commerce progresse (+12%). Les autres secteurs restent quasiment inchangés. La demande est en adéquation avec l'activité économique de l'archipel.

La demande d'emploi par niveau de formation affiche une nette diminution pour les offres d'emploi cadre (-47,6%) mais s'affiche en hausse pour les employés qualifiés et les agents de maîtrise (+8,3% en moyenne). En moyenne les offres d'emplois ont augmenté (+1,5%) sur la période ce qui correspond à 4 offres supplémentaires.



Source: Pôle emploi

Le chômage moyen en 2015 au Canada Atlantique :

Terre-Neuve-et-Labrador : **13,4%**

Île-du-Prince-Édouard : **11,2 %**

Nouvelle-Écosse : **9,3 %**

Nouveau-Brunswick : **10,1 %**

Remarque : ces chiffres sont donnés à titre indicatif. Le Canada utilisant des modes de calcul différents de ceux utilisés en France.

Source: statistique Canada



4 boulevard Constant Colmay
BP : 4207
97500 Saint-Pierre & Miquelon
Du Canada : Tél : 0 11 508 41 05 30
De France : Tél : 05 08 41 05 30
Courriel : intell-echo@cacima.fr
Site : www.cacima.fr

Directeur de la publication:
Xavier BOWRING
Responsable de la rédaction:
Janick CORMIER
Editeur: CACIMA

Pour toute réclamation ou demande de renseignement, merci de contacter la CACIMA. La note de conjoncture de la chambre d'agriculture, de commerce, d'industrie, de métier et de l'artisanat de Saint Pierre et Miquelon est réalisée en collectant les données des différentes institutions émettrices suivantes avec leurs accords :

- > Pole Emploi
- > IEDOM
- > Caisse de Prévoyance Sociale
- > Collectivité Territoriale
- > Comité Régional du Tourisme
- > Services de l'Etat
- > Mairies de Saint-Pierre et de Miquelon-Langlade
- > DTAM